

Article paru dans la revue S!lence, n°400, avril 2012.

Brundtland, ou l'invention du développement durable

Le développement durable n'a pas surgi de nulle part. Il est le fruit d'un rapport de force entamé dans les années 1970 entre les mouvements écologistes et les tenants du modèle productiviste. Et c'est au début des années 1980 que, tiraillées entre les deux tendances, les Nations Unies décidèrent de créer une commission chargée d'explorer cette épineuse question : comment étendre le niveau de vie des pays les plus riches à l'ensemble de la planète sans pour autant détruire notre environnement ?

Présidée par la norvégienne Gro Harlem Brundtland, la commission mondiale sur l'environnement et le développement va alors engager un long travail d'écoute et de négociation. Un effort dont la synthèse prendra la forme d'un rapport au titre évocateur : *Notre avenir à tous*. Emanant des Nations Unies, et s'évertuant sans cesse à ménager la chèvre (du développement) et le chou (de l'écologie), le Rapport Brundtland n'a évidemment rien d'un brûlot. Il aboutit sans surprise à la formulation d'un concept tiède : le développement durable. C'est à dire « *un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs* ».

Rio : la consécration

Comme bien d'autres, le rapport aurait alors pu finir dans un placard. Mais c'était sans compter sur la pugnacité de quelques personnalités qui vont décider de hisser le développement durable tout en haut de l'agenda des instances internationales. Le Rapport Brundtland avait inventé le concept, le Sommet de la Terre permettrait de mettre en œuvre le projet...

A la suite de Rio, le terme va ainsi connaître un succès retentissant. ONG, Etats, administrations, collectivités locales, chercheurs, multinationales, chacun va alors s'empresse de légitimer son action en l'inscrivant dans une perspective de développement durable. Mais il va sans dire que le consensus n'est qu'apparent. Car c'est

en réalité une véritable guerre d'appropriation du terme qui va s'engager.

Le développement durable aujourd'hui : un consensus qui éclate ?

Car tout le monde n'est pas d'accord sur les priorités du développement durable, et encore moins sur ce qu'il s'agit de léguer aux générations futures. Deux camps s'opposent.

D'un côté, les tenants de la durabilité dite « faible » soutiennent mordicus que la croissance économique est la clé de voûte du développement durable. Quant aux ressources naturelles que nous dilapidons afin d'alimenter cette croissance, les productivistes ont inventé une théorie très appropriée pour la légitimer : celle de la substituabilité du capital naturel. Entendez par là que nous léguons aux générations futures du capital artificiel (de la technique !) en lieu et place de la nature dégradée ou dilapidée. Développement durable devient alors synonyme de croissance éternelle.

De l'autre côté, les tenants de la durabilité « forte » pensent exactement le contraire. Partant de l'idée que la nature n'est pas substituable, et que nous ne pouvons compter sur la technique pour résoudre tous nos problèmes, ils prônent une sortie du productivisme. Une partie d'entre eux, rejetant le terme de développement, iront même jusqu'à proposer au début des années 2000 un concept qui prend le contre-pied du développement durable : la décroissance soutenable.

Le consensus explose. Tant mieux ?